



## Situation économique et sanitaire avec la pandémie de coronavirus dans l'Océan Indien au 22 août 2021 (n°74)

### Madagascar



15 août 2021



**TRANSPORT AERIEN – Air Madagascar met à jour la liste des hôtels agréés par l'Etat pour le confinement des passagers rapatriés et fait part d'un confinement limité à cinq jours**

Les passagers rapatriés auront plus de choix pour se confiner. La liste des hôtels agréés publiés samedi par la compagnie aérienne nationale s'étend à une douzaine d'hôtels supplémentaires. Les hôtels proposent un hébergement en pension complète, et leurs tarifs varient de 170.000 ariary à 855.000 ariary.

Comme le séjour en confinement doit être pris en charge par les passagers eux-mêmes, les autorités proposent un hébergement « low cost ». Pour ceux dont les moyens sont limités, le complexe sportif de la Cnaps à Vontovorona leur est recommandé au prix de 45.000 ariary la pension complète.

**Le confinement à l'hôtel devrait par ailleurs durer cinq jours** souligne encore Air Madagascar. Bien que le ministère de la Santé ait parlé de septaine obligatoire après la déclaration présidentielle dimanche, la compagnie aérienne nationale maintient les cinq jours de confinement obligatoire.

La compagnie indique par ailleurs que le troisième test PCR exigé aux passagers rapatriés devrait se faire au quatrième jour du confinement et que les résultats devraient être connus dès le cinquième jour même après l'arrivée au pays. Un résultat négatif permet au passager de sortir de confinement. En cas de résultat positif, le passager est maintenu en confinement et est immédiatement pris en charge.



15 août 2021

### **RELANCE ECONOMIQUE – Le secteur privé réclame la mise en place effective d'une stratégie de sortie de crise avec un calendrier clair pour permettre aux entreprises de se projeter et de reprendre leurs activités**

« Des jalons clairs dont une projection ambitieuse de vaccination. Un calendrier courageux de réouverture des frontières. Un engagement ferme de paiement des arriérés des entreprises. Des mesures réelles et concrètes de soutien au secteur privé ». Le secteur privé sollicite rien de moins qu'un plan de sortie de crise avec des échéances claires et précises.

Dans un communiqué publié samedi, les groupements et syndicats professionnels du secteur privé formel du pays demandent « la mise en place effective d'une stratégie de sortie de crise ». Pour le secteur privé, « notre économie a besoin de visibilité et d'un calendrier pour que les entreprises et les employeurs puissent se projeter et reprendre leurs activités et leurs investissements, gages d'un développement durable ».

Mais cette stratégie et le plan qui l'accompagne ne devraient pas uniquement être élaborés par l'Etat. Le secteur privé demande également à être étroitement associé à son élaboration. Pour ce faire, les signataires de la lettre sollicitent « un Dialogue Public-Privé » avec le président de la République lui-même « le plus tôt possible pour s'assurer ensemble que ladite stratégie s'accorde avec les réalités économiques et sociales du pays ».

Près d'un an et demi après le début de la pandémie de Covid-19 à Madagascar, le secteur privé voit toujours flou. Aux drames des pertes d'emploi, des baisses des chiffres d'affaires et des consommations, des fermetures des entreprises, de la détérioration même du climat des affaires s'ajoute l'incertitude du lendemain.

« Au-delà des ménages, le contexte de la crise sanitaire a également freiné les investissements privés de toutes tailles faute de visibilité économique », dénoncent dans un communiqué quasiment tous les groupements et syndicats professionnels du secteur privé formel du pays. Or, cette « absence de visibilité et de stratégie claire de sortie de crise pénalisent dramatiquement l'ensemble de l'économie et pèsent sur les emplois », écrivent-ils.

## Edgard Razafindravahy : la stabilité des prix parmi les défis majeurs

Par Les Nouvelles sur 18/08/2021 ● ●



« D'importants travaux attendent encore le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation. Mais il faut reconnaître que de nombreuses réalisations ont été faites », a fait savoir le ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy, lors de la passation de service avec la ministre sortante Lantoso Rakotomalala, hier à Anosy.

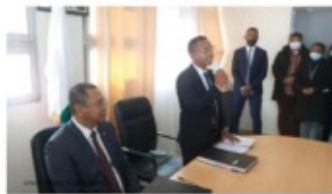
La stabilité des prix sur le marché figure parmi les priorités d'Edgard Razafindravahy, sachant qu'une inflation est observée depuis la crise sanitaire. Sur ce point, il lance le défi de « trouver l'équilibre entre les revenus des producteurs locaux et la condition actuelle des consommateurs ».

Avant toute chose, le ministre en charge du Commerce compte rencontrer directement les paysans producteurs de riz pour mettre en lumière ce qui devrait être le « juste prix » sur le marché. « Je ferai un déplacement à Amparafaravola et Ambatondrazaka, ce jeudi, pour discuter avec les paysans producteurs de riz. Le ministère ne dicte pas le prix sur le marché, mais il joue son rôle de facilitateur des échanges et de régulateur des prix », a-t-il indiqué.

Toujours dans ce contexte de la gestion des prix sur le marché, Edgard Razafindravahy poursuivra les rencontres avec les industriels locaux et les importateurs de PPN, après sa descente dans l'Alaotra.

## Economie bleue: pilier de l'émergence économique

Par Les Nouvelles sur 18/08/2021 ● ●



Le ministère en charge de la Pêche se détache de l'ancien département chargé de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep). Il trouve, en même temps, une nouvelle dénomination en ajoutant à ses missions la promotion de l'économie bleue.

Le ministre sortant Lucien Ranarivelo a procédé, hier à Ampandrianomby, à la passation de service avec Paulbert Mahatante, le nouveau ministre de la Pêche et de l'économie bleue. Dans l'après-midi, il a enchaîné la passation, cette fois, avec Harifidy Ramilison, nouveau ministre de l'Agriculture et de l'élevage, à Anosy.

Lors de son allocution à Ampandrianomby, Lucien Ranarivelo a signifié que « Nombreuses sont les réalisations mais nombreux sont également les défis à relever ». Paulbert Mahatante a, pour sa part, salué le fait que le domaine de l'économie bleue ait obtenu un département ministériel indépendant.

« L'introduction de l'Economie bleue dans les attributions du ministère revêt une importance capitale pour le pays, étant donné qu'il s'agit d'un concept auquel adhère notamment chaque pays de l'océan Indien », a expliqué le nouveau ministre. « Faire des ressources halieutiques un pilier de l'émergence économique de Madagascar » constitue alors un défi pour lui. Il demande ainsi le soutien de chaque partenaire dans la concrétisation de cette vision.

# Ile de la Réunion

**Le Quotidien**  
DE LA RÉUNION ET DE L'OCÉAN INDIEN

17 août 2021



## Covid 19 : les indicateurs d'alerte en légère baisse mais les clusters ont doublé et la pression hospitalière reste élevée

Les chiffres de la semaine écoulée montrent une légère baisse des indicateurs. Les mesures de freinage (confinement et de couvre-feu) mises en place depuis plus de 15 jours et l'augmentation de la couverture vaccinale commencent à produire leurs effets, annonce la préfecture dans son point de situation hebdomadaire diffusé ce mardi en fin de journée.

"Malgré une légère baisse des indicateurs de surveillance, la circulation du virus Covid-19 continue sa diffusion à La Réunion. La situation reste très fragile et la contagiosité des variants fait toujours craindre un rebond épidémique. Par ailleurs, le nombre de patients hospitalisés en service de réanimation reste élevé", font état les autorités sanitaires dans le bulletin émis ce mardi 17 août. Le taux d'incidence est de 341,9/100 000 habitants (405,4/100 000 la semaine précédente). Il reste à un haut niveau supérieur au national (244,1 au 13/08). Le taux de positivité et le nombre de nouveaux cas sont en légère baisse. La pression sur les hospitalisations reste quant à elle forte et le nombre de clusters demeure important. "La situation reste donc très fragile à ce stade et pourrait de nouveau se dégrader rapidement dans le contexte de la rentrée sociale et scolaire", soulignent la préfecture et l'Agence Régionale de Santé.

### 12 décès

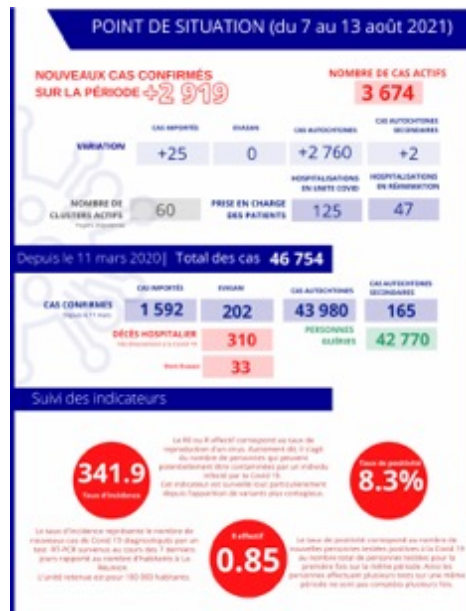
Au cours des 7 derniers jours 12 patients sont décédés contre 10 la semaine précédente. Parmi les victimes, 2 personnes étaient âgées entre 45 et 64 ans, 2 autres entre 65 et 74 ans et 8 personnes étaient âgées de plus de 75 ans. 9 des personnes décédées présentaient des comorbidités constituant des facteurs de risque de forme grave de la maladie. 3 des personnes ne présentaient pas de comorbidité et étaient âgées de plus de 70 ans. 10 des personnes ne disposaient pas d'un schéma vaccinal complet. 2 présentaient un schéma vaccinal complet et étaient âgées de plus de 70 ans, dont 1 avec de fortes comorbidités.

### 60 clusters

Du 7 au 13 août, 2 919 cas ont été recensés. Le taux de positivité est en légère baisse, à 8,3%, le taux d'incidence hebdomadaire est à 341,9/100 000 habitants et le nombre de dépistages est en légère augmentation (35 166 tests réalisés sur la semaine). Le virus circule à un rythme soutenu et la part des formes variantes reste très importante à La Réunion. Au 17 août 2021, 60 clusters sont actifs (32 la semaine précédente). Au 17 août 2021, 47 lits de réanimation étaient occupés par des patients positifs à la Covid-19 sur les 117 lits de réanimation installés à La Réunion. Cet indicateur reste très élevé. Sur ce point, "les mesures de freinage n'ont pas encore porté leur effet sur la réanimation", relèvent les autorités sanitaires.

### La vaccination en forte hausse

Plus de 55 000 injections vaccinales ont été effectuées du 9 au 15 août, portant à 47,7% la part de la population engagée dans un parcours vaccinal. Cependant, "moins de la moitié de la population éligible a acquis un schéma vaccinal complet (contre 59% en métropole)", souligne l'ARS. D'ailleurs cette semaine, le vaccinobus s'arrête à Saint-Pierre du 17 au 20 août de 8h30 à 17h30 au Carrefour Grand Large.



17 août 2021



## Crise sanitaire : une flambée des prix de l'alimentation à La Réunion dans les mois à venir

C'est l'une des conséquences de la crise sanitaire, après une augmentation des prix des matériaux, l'alimentaire sera touché également. Le café sera jusqu'à 30% plus cher pour des raisons climatiques et pour le riz, la hausse devrait être contenue pour le moment. La grande distribution aussi se prépare à une flambée des prix.

Les prix de certains matériaux de construction tels que le bois et l'acier flambent depuis plusieurs semaines avec un impact sur les entreprises et les chantiers. L'alimentaire sera touché également avec une hausse de 30 % du prix du café prochainement.

Le prix du café en hausse - Dans cette société industrielle au Port, plus de 700 tonnes de grains verts sont torréfiés par an, c'est le principal composant d'un café produit localement. Une matière première directement concernée par l'inflation : "On se situe entre 35 % à 45 % d'augmentation suivant le type de café. Cette hausse est répercutée auprès de nos distributeurs et nos partenaires distributeurs", affirme le gérant. Le riz également impacté

Chaque année dans cette usine, plus de 15 000 tonnes de riz conditionnés sont revendus aux Réunionnais. Aujourd'hui, l'augmentation pour cette société est chiffré à hauteur de deux millions d'euros sur une année complète soit 15 cts d'euros supplémentaires par kg. "C'est entre 5 à 10 % d'augmentation, on a décidé de contenir cette hausse à 3,5% pour montrer qu'on est partenaires avec les distributeurs et donc avec les consommateurs", explique-t-il.

Une augmentation des prix à la fin de l'année - A la Réunion, l'alimentation représente 17% du budget famille, et 77% des achats se font en grandes surfaces dans lesquelles les prix vont petit à petit augmenter à commencer par les produits frais :

Les premiers produits impactés seront les viandes et les produits laitiers. Pour les produits d'épicerie, ils vont être impactés d'ici la fin de l'année. Aujourd'hui globalement, les gens travaillent avec du stock. Il y a des accords encore en cours sur cette année 2021. On va essayer de tenir le maximum mais il y aura une augmentation d'ici la fin de l'année en fonction de la situation des fournisseurs et industriels locaux", affirme Pascal Thiaw-Kine, président du groupe Excellence adhérent du mouvement E.Leclerc Réunion.

Selon les chiffres de l'INSEE, les Réunionnais dépensaient en moyenne, jusque là, 330 euros par mois pour l'achat de produits alimentaires. Sans les boissons alcoolisées, cela représente une hausse de prix de 7,1% comparé à l'Hexagone.

Le retour à la normale pourrait n'avoir lieu qu'en 2023 voire 2024.

## Ile de Mayotte



Mercredi 18 août 2021 N° 3701

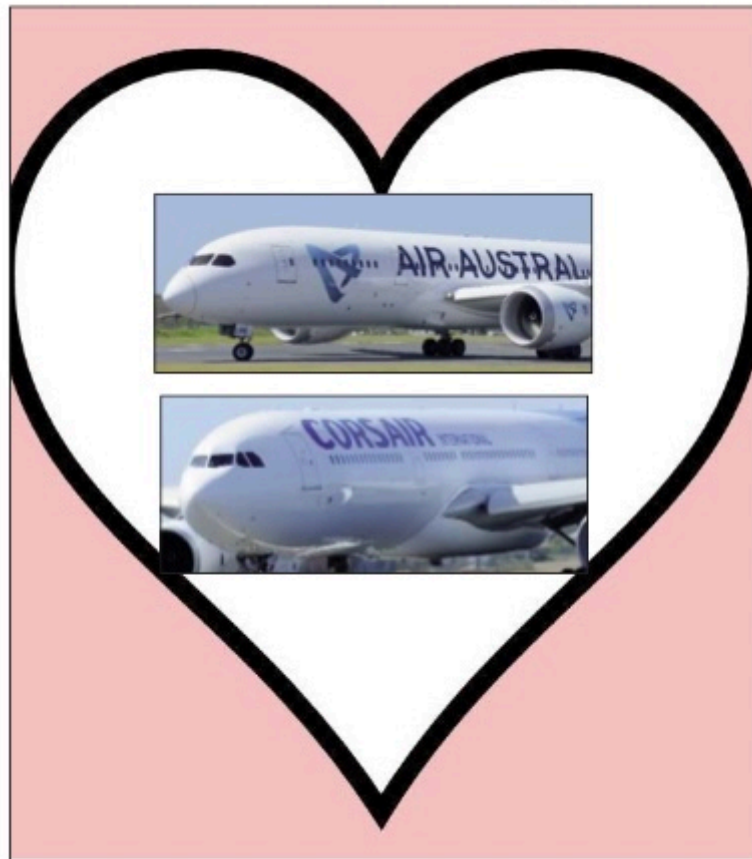
### Transport aérien

# Air Austral et Corsair font ailes communes

*Les deux compagnies signent une "joint venture" pour partager leurs vols, leurs codes et...leurs tarifs???*

**B**oum!Badaboum! Alors ça, pour une nouvelle c'en est une drôle. Ni bonne, ni mauvaise, mais qui interroge. Souvenez-vous il y a quelques années, Corsair et Air Austral se livraient à une guerre fratricide qui a laissé des plumes, puisque même notre journal avait été poursuivi en diffamation par Air Austral. Procès gagné (voir notre édition du 26 novembre 2020). Or voilà qu'aujourd'hui sous prétexte de Covid, les deux compagnies se pacsent. Dans un communiqué conjoint (voir page 2) elles se félicitent de cette "joint venture" qui leur permettra d'offrir à leur clientèle plus de souplesse et de choix dans les destinations, dans les dates de voyage, le tout enrobé d'une " offre tarifaire élargie et plus compétitive". Voilà qui est intéressant car en décodant cette savante sémantique, cela veut dire qu'elles s'entendent sur les tarifs, ce qui est interdit par la loi.

(suite page 2)



**Mercredi 18 aout 2021**  
**N° 3705 page 2**

(suite de la page Une)

Bref du moment que le voyageur en tire profit personne ne s'en plaindra. Reste à savoir si tous les bienfaits de cette collaboration vantée urbi et orbi seront pérennes mais surtout si les clients mahorais en profiteront également, comme en profiteront c'est clair ceux de la Réunion. Attendons pour le savoir, mais il y a fort à parier que de nombreuses astérisques concernant Mayotte, gamiront les grilles tarifaires des deux compagnies. Le communiqué reste plutôt sibyllin sur ce fait. En tous cas ce mariage de la "carpe et du lapin" tombe au moment même où le projet Zéna inquiète fortement. Pourtant Zéna n'est encore qu'un projet, mais qui pourrait devenir réalité très rapidement et ça Air Austral et Corsair le savent. Comme le veut le bon vieil adage: "l'union fait la force", alors que ne ferait-on pas pour plomber un projet porté des mahorais pour des mahorais ? Ca c'est pour la première question. Mais il en existe une seconde qui pourrait également justifier cette soudaine lune de miel entre la compagnie réunionnaise et Corsair, c'est la possible arrivée à Mayotte de French Bee. Selon nos informations, French Bee commencerait à s'intéresser fortement à desservir Mayotte, ce qu'à l'époque la compagnie filiale d'Air Caraïbes du groupe Dubreuil, se refusait à envisager. (voir notre édition du 24 janvier

## Le communiqué officiel des deux compagnies

**AIR AUSTRAL et CORSAIR, face aux impacts de la crise Covid, lancent un projet de coopération commerciale sur les routes entre la métropole et l'océan Indien**

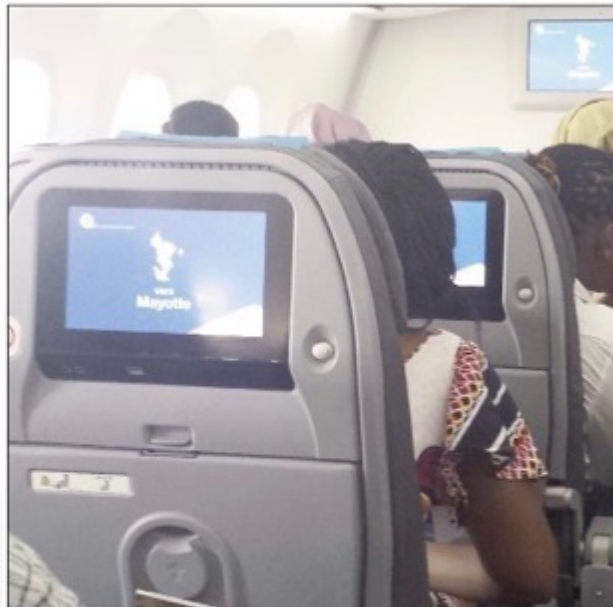
*Dans un contexte de crise sanitaire persistante qui affecte durablement la rentabilité du secteur aérien, les compagnies Air Austral et Corsair, ont décidé d'engager des discussions afin de conclure un accord de coopération commerciale sur ces routes (Joint-Venture). Ce projet d'envergure permettra le déploiement d'une offre de services enrichie au bénéfice des passagers de l'océan Indien, tout en améliorant la rentabilité économique des opérations grâce à la mise en commun de moyens et mise en oeuvre de synergies.*

*Sur ces liaisons, Air Austral et Corsair en unissant leurs forces et leurs atouts respectifs, souhaitent développer une offre qui sera de nature à générer des avantages et bénéfices pour les clients : programme de vols renforcé, choix élargi et diversifié (accès aux deux aéroports parisiens, diversité de créneaux horaires de départ et d'arrivée), connexions plus riches grâce aux réseaux cumulés des deux compagnies, offre tarifaire élargie et plus compétitive, et également une offre Fret améliorée.*

*Grâce au très fort ancrage régional de la compagnie réunionnaise Air Austral et à l'implantation historique de la compagnie Corsair dans les territoires ultramarins, ce projet majeur va contribuer très significativement, à renforcer la connectivité, non seulement dans les DOM, mais également avec les autres destinations desservies par les deux compagnies, le Canada, l'Afrique, ou encore les destinations internationales de l'océan Indien (Maurice, Madagascar, Les Seychelles, Les Comores).*

*Ce projet de coopération commerciale, préserve l'identité et l'indépendance des 2 compagnies.*

*Avant sa mise en oeuvre, il doit être soumis comme il se doit, à l'avis des Instances Représentatives du Personnel. Il sera également soumis à l'Autorité de la concurrence française.*



2019) Or la crise Covid est passée par là, les compagnies aériennes du monde entier ont été impactées par cette pandémie et, pour tenir le coup elles ont été obligées de revoir leur stratégie. Il semble qu'avec ce qui se passe aux Antilles, la compagnie dirigée par Marc

Rochet commence à s'interroger sur la possibilité de desservir notre petit île. Comme elle dispose encore dans sa flotte d'un A 330, elle pourrait très bien desservir l'île au lagon. Du coup ça ferait beaucoup pour la si petite piste de Dzaoudzi qui serait quand même

assez longue pour accueillir cet avion, le même que celui de Corsair et semblable aux 787 d'Air Austral.

Cette annonce de "joint Venture" doit pourtant être considérée avec prudence, car qui dit association, dit forcément une optimisation du taux de remplissage des vols. Si en haute saison et en période de congés, les vols seront pleins tous azimuts, la question qu'il faut se poser est de savoir ce qui se passera en basse saison. Cette alliance Air Austral/ Corsair entraînera inévitablement une révision des fréquences et des destinations ... Ajoutons par dessus tout ça l'éventualité de voir Zéna s'installer aussi sur la plateforme et Mayotte aurait alors un choix conséquent de compagnies sur lesquelles voler. A quel prix? C'est ce qui intéressera en premier lieu les Mahorais. Décidemment, le petit monde de l'aérien à Mayotte n'a pas fini de faire parler de lui et... de surprendre.

**D.H.**

R

**Economie : L'Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte lance dès septembre une série d'événements forts autour du développement économique de Mayotte - Cette série de temps forts débutera avec :**

- la 4ème édition Invest In Mayotte le 23 septembre à Bruxelles.

- la 4ème édition du Forum Economique de Mayotte le 20 et 21 Octobre à Mamoudzou.

Ces événements sont à destination des nombreux acteurs économiques locaux, régionaux, nationaux et internationaux – Si vous êtes intéressés à participer, écrire à l'adresse mel du Carrefour qui collabore avec l'ADIM

# Ile Maurice



le mauricien

## Variant Delta ou troisième vague – Menace du Top de 1 000 cas par semaine !

**Prison : avec 54% de détenus On Remand, des premiers signes de tension « Intra Muros » avec la psychose de la contamination**



19 août 2021

Avec la très forte contagiosité enregistrée sur le terrain ces dernières semaines, les assurances Jagutpal/Joomaye avec leur double thèse de vaccination et d'asymptomatisme sont reléguées au second plan.

**Ainsi, les 298 cas nouveaux enregistrés en 24 heures à hier (312 ce jeudi) font craindre l'éventualité que le pays pourrait connaître un nouveau palier, soit un millier de cas par semaine.**

Outre cette dimension quantitative, le phénomène confirmé est que le virus est bien présent partout. Que ce soit dans le cercle hermétique de la prison, notamment à Beau-Bassin, ou dans l'enceinte des établissements scolaires à travers l'île et des entreprises du privé comme World Knits à Quartier-Militaire de même que les bureaux et Stores de la fonction publique.

En dépit de l'escalade dans le nombre de cas depuis dimanche à hier, soit dans la fourchette de 148 à 298 quotidiennement, le ministère de la Santé n'a vu jusqu'ici aucune urgence de se départir de son mutisme pour des explications à la population au sujet de cette situation, qui présente des caractéristiques d'être *Out of Control*. De son côté, le ministère de l'Éducation se complait dans sa posture de rigidité.

Par contre, dans le milieu pénitentiaire, les premiers signes de tension *Intra Muros* sont répercutés hors de la Prison Centrale de Beau-Bassin. C'est du moins ce qu'indiquent des recoupements d'informations effectués par *Le Mauricien* auprès des sources concordantes. « *Nou pe asiz lor enn bom ! Il faut une décision forte et solide de la direction, de pair avec le judiciaire pour désamorcer la situation qui s'amplifie à la prison* », confient des *Prison Officers* inquiets devant ce qui se passe ces derniers jours.

Avec une population carcérale avoisinant les 2 500 détenus, dont 1350 sont en détention préventive (*On Remand*) et le nombre croissant de cas positifs au Covid-19 détectés chaque jour, avec les nouveaux arrivants en prison, « *cela provoque des tensions nouvelles qui font craindre une explosion brutale et inattendue* ».

Des gardes-chiourmes, aguerris au mood au sein de l'univers carcéral, avancent que « *ceux qui ont été condamnés adoptent une attitude calme et posée, sachant ce qui les attend et quand ils vont sortir de la prison. En revanche, ceux qui sont On Remand ont tendance à faire preuve d'une grande volatilité et de nervosité devant le moindre écart !* »

« *Ceux qui sont en détention préventive sont Restless. Ces détenus sont répartis en deux catégories de détenus : ceux ne sachant pas s'ils seront condamnés ou acquittés, s'ils parviendront à payer leur caution, d'une part. Et de l'autre, ceux qui ont été testés positifs au Covid-19 et pour qui tout le processus judiciaire a été gelé le temps de leur traitement. C'est la procédure. Ce n'est pas l'administration de la prison qui a pris cette décision mais les autorités dans leur sagesse. Il faut donc s'y plier* », font-ils comprendre.

Avec comme effet boule de neige, notent ces officiers, « *que ces détenus On Remand ne se comportent pas de manière mature et responsable. Dès qu'ils apprennent par exemple qu'il y a eu des cas positifs décelés, ils cèdent à la peur, la panique. Ils ont tendance à faire des caprices et faire des scènes pour un rien. Nous avons le devoir de prendre en compte ces réactions. Il ne faut surtout pas les ignorer.* »

Mais ce que redoutent surtout ces officiers de la prison « *c'est que certaines têtes brûlées en profitent pour semer la pagaille. Nous sommes en pleine crise sanitaire. Ce qui est déjà professionnellement et personnellement dur à gérer pour chacun de nous. Maintenant, nous avons aussi les impératifs de Petit Verger, devenu un centre de traitement, et la New Wing dédiée uniquement à la détention préventive. Il y a encore les nouveaux entrants chaque jour, car le processus a repris son cours normal cette semaine.* »

Des Prison Officers redoutent un statu-quo dans la gestion avec un pourrissement de la situation. « *La solution se trouve dans un leadership fort et ferme. Il faudrait, d'une part, une hiérarchie solide qui peut discuter, par exemple, avec le judiciaire, et arriver à des arrangements temporaires. Comme, par exemple, revoir à la baisse certaines cautions, en fonction des délits. Bien sûr, nous ne dictons pas des ordres à qui que ce soit ni à quelque structure. Ce sont simplement des propositions pour décongestionner le problème, temporairement. Il est clair qu'avec le soutien du judiciaire, on parviendra à désamorcer cette bombe* », s'appesantissent-ils.

## Covid-19 : « Le variant mauricien B11 318 détecté » parmi 13 tests



13 août 2021

Le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, a annoncé ce vendredi qu'au dernier exercice de séquençage effectué, « le variant mauricien B11 318 a été détecté » parmi 13 tests, à savoir 12 cas locaux et un cas importé.

Le ministre de la Santé a également affirmé que la campagne de vaccination obligatoire sera étendue à plusieurs secteurs, dont la Mauritius Prison Service Unit, au port, à l'aéroport, aux maisons de retraite, aux couvents ainsi qu'aux centres de réhabilitation.

Ceux qui s'y rendront devront être munis d'une carte de vaccination, ou d'un certificat médical signé par deux médecins du gouvernement, indiquant que l'individu ne peut se faire vacciner contre la COVID-19, ou un document démontrant un test PCR négatif datant de pas plus de sept jours.

La vaccination obligatoire dans ses secteurs entrera en vigueur à partir du 21 août à Maurice, et à partir du 13 septembre à Rodrigues.

À savoir que, depuis le 26 janvier, 1 346 650 doses de vaccins contre la Covid-19 ont été administrées dans l'île. De plus, 745 146 personnes ont déjà fait leur première dose, soit 59,6%. Et 601 504 personnes ont reçu leur deuxième dose, soit 48,1% de la population.

À l'hôpital de ENT, le nombre de patients admis est de 76, dont 50 portent des *milds symptoms*. Selon le Dr Dinassing, 1 876 patients placés en quarantaine dans les hôtels sont asymptomatiques.



# Tag: Covid-19



Cas suspecté de Covid : résultats négatifs pour le bébé et...

19 Août 19h55



Covid-19 : des employés d'Intermart Beau-Bassin testés positifs

19 Août 14h50



Covid-19 : 298 nouveaux cas recensés ce mercredi

18 Août 13h28



Covid-19 : 186 nouveaux cas enregistrés ce mardi

17 Août 14h37



Covid-19 : deux jours de fermeture pour le St Esprit RCA...

17 Août 12h00



Covid-19 : 152 nouveaux cas enregistrés ce lundi

16 Août 13h02

Re

# Union des Comores

## La Gazette des Comores

Sylvain Riquier, le nouvel ambassadeur de France  
aux Comores, attendu début octobre

16/08/2021  Mingzhan



**Conseiller des affaires étrangères hors classe, directeur adjoint et chef du service des conventions, des affaires civiles et de l'entraide judiciaire à la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire, M. Sylvain Riquier vient d'être nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de l'Union des Comores par le président Emmanuel Macron en remplacement de Mme Jacqueline Bassa-Mazzoni**

Le nouvel ambassadeur a passé une grande partie de son activité à la direction des Français à l'étranger. C'est dire qu'il arrive dans un pays où il pourra s'adonner à longueur de journées à cette activité. Il a une maîtrise d'histoire, c'est un ancien élève de l'École nationale de Chartes, diplômé archiviste paléographe, Ancien élève de l'École nationale d'administration (Promotion «René Cassin»). C'est donc un pur produit de l'Administration française.

Un nouvel ambassadeur est toujours, un peu, accueilli dans l'expectative, connaissant les multiples relations de notre pays avec l'ancienne puissance tutrice. Dans un monde de plus en plus globalisé, la gestion de ce que certains spécialistes nomment « les confettis de l'empire » par ce partenaire dont notre pays partage un pan de son histoire.

Ces relations oscillent parfois entre passion et désespérance sur la question de l'île de Maoré et dont la population paie un lourd tribut en pertes humaines dans le bras de mer entre Ndzuwani et Maoré. A cela s'ajoute l'importante diaspora dans l'hexagone et son impact dans la vie socio-économique des îles de la lune. Pour rappel, le gros des forces dirigeantes de l'opposition au régime actuel réside dans ce pays.

On pourrait résumer que les deux gros dossiers dont aura à faire face le diplomate, concerne la gestion et le suivi des projets financés par son pays et qui viennent de démarrer et la question de Maoré en liaison avec les soubresauts d'un dialogue préconisé par le chef de l'État.

Concernant la gestion des projets, on pourrait rappeler par ailleurs que le « Plan Comores Émergentes », censé apporter une cohérence au développement économique, semble, pour l'heure, se diluer dans la multiplication de structures en charge de la mise œuvre et dont les gens notent une certaine marginalisation des structures ministérielles. D'où une faiblesse de l'État dans le suivi d'ensemble de l'économie nationale.

Le nouvel ambassadeur est attendu le mois prochain. On espère qu'il aura eu le temps de s'imprégner de la complexité du dossier comorien, qui n'est pas loin de ressembler à des poupées russes.

# La Gazette des Comores

## 21% des comoriens vaccinés à ce jour

16/08/2021 Nassuf Ben Amad



© : HDN-LODC

Pour arriver à l'immunité collective, le gouvernement s'est donné comme objectif de vacciner plus de 494 000 personnes soit 60% de la population avant la fin de l'année. En cette deuxième campagne de vaccination, le pays a déjà vacciné 131 892 personnes soit 21% de la population.

La deuxième campagne de vaccination a commencé le 14 juillet dernier. 147 129 comoriens comprenant des personnes âgées d'au moins 40 ans, étudiants, sportifs constituent la cible. Aujourd'hui, 131 892 personnes sont vaccinées, soit une couverture de 89,6% avec des disparités spécifiques par cibles et par îles. « L'île de Mwali vient en tête avec 110,2% suivie de Ngazidja (97,1%) et Ndzuwani (74,4%). On doit continuer à se vacciner si nous voulons retrouver nos habitudes de la vie quotidienne d'avant », avance Aboubacar Said Anli, le directeur général de la santé.

L'Union des Comores poursuit l'objectif de vacciner au moins 60% de la population totale. L'État dispose déjà d'un million (1 000 000) de doses dont 400 000 sont utilisées pour la première et la deuxième cohortes. D'ores et déjà 600 000 doses attendent les prochaines cohortes. « Si on parvient à les utiliser à bon escient, on peut espérer atteindre rapidement cette immunité collective contre la covid-19 », précise-t-il.

21% de la population comorienne, soit 173 250 personnes, ont reçu à ce jour au moins une dose: 41 358 lors de la première cohorte et 131 892 à l'occasion de cette deuxième campagne en cours. « Si on veut reprendre nos festivités habituelles, nous devons avant tout nous vacciner. C'est par cette voie qu'on évitera une troisième vague de la pandémie », prévient-il.

Le directeur général de la santé annonce qu'à partir de ce lundi 16 août, le pays va renforcer les équipes aux frontières. Il a été signalé seulement 1% d'effets secondaires mineurs notifiés, suivis et pris en charge sur l'ensemble du territoire comorien. La coordination nationale de lutte contre la covid-19 exhorte la population à respecter les mesures barrières et à se faire vacciner pour lutter efficacement et durablement contre la covid-19. Interrogé sur deux décès survenus après avoir reçu une dose de vaccin, le directeur général de la santé affirme que ces deux décès n'ont aucun lien avec la vaccination.

# Seychelles

## Bientôt la procédure d'arrivée aux Seychelles sera plus facile et sans papier, selon le ministère des Transports



19 août 2021

Les formulaires actuels seront progressivement remplacés par un formulaire électronique alimenté par la plate-forme existante d'autorisation de voyage des îles Seychelles. **Une première étape qui conduira le processus d'arrivée à l'aéroport des Seychelles à devenir complètement numérique**, le ministère des Transports de la nation insulaire a déclaré mercredi qu'il avait lancé un essai pour éliminer progressivement les formulaires d'arrivée papier.

Les formulaires actuels, qui sont examinés à l'arrivée par les agents d'immigration à l'aéroport, seront progressivement remplacés par un formulaire électronique alimenté par la plate-forme existante d'autorisation de voyage des îles Seychelles. L'essai se déroulera du mois d'août jusqu'à la livraison du nouveau matériel plus tard cette année, puis le gouvernement prévoit de retirer complètement les formulaires papier d'immigration et de douane pour toutes les arrivées internationales à l'aéroport international des Seychelles. « Nous sommes ravis de déployer l'entrée sans papier pour les arrivées internationales aux Seychelles. Non seulement il s'agit d'une amélioration pour les voyageurs dans notre pays, mais l'introduction d'un système numérique signifie une efficacité accrue pour les agents d'immigration de première ligne. En éliminant la saisie manuelle des données des passagers fastidieuse et long par les agents d'immigration, ces derniers pourront consacrer plus de temps à se concentrer sur leur principale responsabilité qui est de déterminer l'admissibilité et de sécuriser nos frontières », a déclaré Alain Volcere, secrétaire principal à l'immigration et à l'état civil.

Cette dernière étape vers un aéroport numérique intervient après l'introduction de l'autorisation de voyage en ligne des îles Seychelles afin de soutenir la réouverture en toute sécurité des frontières à la fin de l'année dernière.

Dans le cadre de l'essai, une partie des passagers de chaque vol international sera traitée par des agents d'immigration à l'aide du système numérique. La majorité des passagers de chaque vol continueront de présenter leurs formulaires papier à l'arrivée jusqu'à ce que la transition complète soit terminée avec succès.

**À ce jour, 3% des passagers ont participé à l'essai et ont été traités avec succès à l'aide de la technologie de Travizory.**



Photo : Dans le cadre de l'approche progressive, de nouveaux équipements seront fournis par Travizory. (Ministry of Transport)

Dans le cadre de cette approche progressive, Travizory fournira du nouveau matériel comprenant des écrans d'ordinateur et des scanners de bureau pour faciliter le travail des agents d'immigration. Quinze nouveaux scanners devraient être livrés d'ici octobre. Le passage à un système sans papier devrait aider à conserver plus efficacement les informations sur les passagers dans les bases de données des autorités frontalières. Les informations seront enregistrées numériquement, éliminant les erreurs de saisie manuelle des données, réduisant le risque de transmission du COVID-19 avec moins d'interactions et améliorant l'efficacité. Auparavant, toutes les arrivées internationales devaient remplir un formulaire de débarquement papier.

Alan Renaud, secrétaire principal pour l'aviation civile, a déclaré que "faciliter l'entrée sans papier est un objectif pour de nombreux aéroports à travers le monde, nous pouvons donc être fiers que notre petite nation ait franchi une étape si importante si rapidement et efficacement". « Les visiteurs aux Seychelles et les résidents de retour peuvent désormais pré-remplir leurs formulaires d'entrée dans le confort de leur chambre d'hôtel ou en déplacement dans le cadre de notre autorisation de voyage électronique de pointe. La beauté de notre système entièrement numérique

réside dans la simplicité et la fluidité de voyager aux Seychelles à partir de maintenant, à la fois pour les voyageurs et pour les autorités de l'immigration et des douanes qui les contrôlent à leur arrivée, a-t-il ajouté.

Une fois l'essai terminé avec succès, tous les passagers pourront pré-soumettre leurs informations douanières et d'immigration via un formulaire Web ou une application mobile pour approbation par les autorités seychelloises avant leur départ de leur pays d'origine.

La secrétaire principale pour le tourisme, Sherin Francis, a déclaré que le fait de disposer d'un système en ligne d'autorisation de voyage a été déterminant pour la destination en améliorant l'expérience du visiteur, en particulier en ce qui concerne les procédures de débarquement.

Avec environ 350 000 visiteurs venant aux Seychelles au cours d'une année de voyage moyenne, cette décision sera bien accueillie par les militants écologistes car les formulaires papier sont retirés de la circulation et les déchets sont réduits.

## Étant donné les conditions de sécheresse, les Seychelles ferment les robinets pendant la nuit pour économiser l'eau



18 août 2021

*La principale installation de stockage d'eau, le barrage de Rochon, qui fournit de l'eau à une grande partie du pays, est actuellement pleine à 66 %.*

Certaines zones aux Seychelles se voient imposer des coupures d'eau, en réponse à la **sécheresse** dans la nation insulaire, a déclaré un responsable de la Public Utilities Corporation (PUC). Les restrictions signifient que les résidents de la plupart des régions de l'île principale de Mahé n'auront pas d'eau courante de 22 h 00 à 4 h 00. PUC a également exhorté les consommateurs à utiliser l'eau judicieusement et à éviter d'utiliser de l'eau traitée pour laver les véhicules ou arroser leurs jardins.

Le réservoir principal de Rochon, qui fournit de l'eau à une grande partie du pays, est actuellement à 66 % de sa capacité. Il est utilisé pour envoyer de l'eau au barrage de La Gogue qui n'est pas opérationnel car les travaux visant à augmenter sa capacité de 600 000 mètres cubes devraient être achevés l'année prochaine. Bien qu'il existe d'autres rivières et bassins utilisés pour collecter l'eau à traiter, la PUC a déclaré que ces sources étaient également en train de s'épuiser.

« La situation est maintenant grave et la PUC est obligée d'imposer des restrictions d'eau à Mahé. Après avoir consulté la météo, nous avons été informés que la **sécheresse** pourrait durer environ quatre mois, et même s'il pleut, ce sera moins que la normale », a déclaré le directeur général de l'eau de PUC, Ibrahima Diallo.

Il a déclaré que des mesures de restriction doivent être mises en place maintenant pour que la PUC puisse faire face à la situation. M. Diallo a ajouté que bien que la **sécheresse** dure depuis quatre mois, "PUC a été en mesure de gérer jusqu'à présent grâce aux projets que nous avons entrepris et qui ont grandement aidé".

La pénurie d'eau aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, est plus évidente pendant la saison sèche de mai à septembre lorsque les alizés du sud-est se manifestent. Pour s'assurer qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau pendant cette période, PUC a entrepris plusieurs autres projets pour augmenter son approvisionnement et son stockage en eau, notamment à Anse Major, Mare Aux Cochon au nord de Mahé l'île principale. Il y a aussi un projet à Caïman, Anse Boileau et un à L'Islette à Port Glaud, tous deux à l'ouest.

Avec la **sécheresse** persistante, M. Diallo a déclaré que PUC doit utiliser ses usines de dessalement pour répondre à la demande. Les usines de dessalement d'Anse Boileau, dans l'Ouest et de Belombre dans le nord de Mahé et de de Persévérance au nord-est produisent actuellement 58 pour cent de l'eau utilisée.

# Afrique et Océan Indien

**FRANCE**  
NEWS LIVE

17 août 2021



## Corsair et Air Austral vont coopérer pour leurs destinations vers l’océan Indien

Affaiblies par le Covid-19, les deux compagnies veulent mutualiser leurs forces pour “une offre tarifaire élargie et plus compétitive” to the proposer.

Corsair et Air Austral veulent nouer une coopération commerciale en mettant en commun leurs moyens pour des servir l’océan Indien, afin d’améliorer leur rentabilité mise à mal par la crise sanitaire, ont annoncé mardi les deux compagnies aériennes

“Ce projet d’envergure permettra le déploiement d’une offre de services enrichie au bénéfice des passagers de l’océan Indien, tout en améliorant la rentabilité économique des opérations grâce à la mise en commun de moyens et la mise en ou, indiquent

### Une “offre tarifaire élargie et plus compétitive”

Basée à La Réunion, Air Austral dessert l’île Maurice, les Comores, Madagascar, les Seychelles, mais aussi l’Afrique du Sud, Bangkok et l’Inde du Sud. Corsair dispose elle de liaisons vers la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, l’île Maurice, Mayotte, la Côte d’Ivoire, Montréal et la République dominicaine.

Pour les vols à destination de l’océan Indien, les deux compagnies entendent fournir un “programme de vols renforcés”, un “choix élargi et diversifié”, de meilleures connexions et une “offre tarifaire élargie et plus compétitive”. Elles veulent également améliorer leur offre de fret. Ce projet, qui selon elles “préserve l’identité et l’indépendance des deux compagnies”, doit encore être soumis à l’avis des instances représentatives du personnel et à l’Autorité de la concurrence française.

### Plans d’aides

Dépendantes des liaisons long-courrier, les plus touchées par la baisse du trafic aérien mondial et les restrictions de circulation, les deux compagnies ont été mises en difficulté par la pandémie de Covid-19.

Corsair, troisième compagnie française après Air France et les compagnies du groupe Dubreuil --Air Caraïbes et French Bee--, a bénéficié fin décembre d’un plan de sauvetage impliquant l’Etat et un consortium d’investisseurs qui ont apporté 300 millions d’euros. La compagnie, qui a supprimé 112 postes, emploie 970 salariés.

Air Austral, qui a de son côté reçu 120 millions d’euros d’aides en 2020, s’attend à voir sa trésorerie plonger à -41 millions d’euros en février 2022, selon la Région Réunion qui possède 73,5% du capital. Corsair dispose d’une flotte de huit Airbus A330, tandis qu’Air Austral opère trois Boeing B777, deux B787 et trois A220.

## **Pax sinica : ce que la Chine veut (vraiment) faire avec l’Afrique**

**Le Point**

17 août 2021

**ANALYSE. Prônée par Xi Jinping, la *pax sinica* veut « apporter la sagesse et la solution » de la Chine à un univers au-delà de celui qu'elle contrôle traditionnellement.** En soutenant économiquement et financièrement les pays africains, la Chine se constitue une clientèle de pays tributaires qui lui permettent de construire son image et d'exercer un pouvoir politique certain : l'instrumentalisation de l'Afrique contribue directement à la renaissance de cette Chine puissante que les dirigeants chinois appellent de tous leurs vœux. Pouvons-nous pour autant parler de colonisation de l'Afrique par la Chine ?

### Situation de colonisation ou pas ?

Si par colonisation, nous entendons une domination politique, militaire, juridique et économique supposant l'occupation d'un territoire et son encadrement à l'aide du sabre et du goupillon, à l'évidence aujourd'hui ni la Chine ni non plus les anciennes puissances coloniales n'exercent ce genre d'emprise sur les pays africains. Dans ses relations avec les pays africains, la Chine met en avant le fait qu'elle a été comme eux une victime du colonialisme occidental, mais dans le même temps se targue de n'avoir jamais elle-même commis une telle infamie. Est-ce si certain ? Si nous regardons une vieille carte de Chine ainsi qu'elle était publiée dans les manuels scolaires des années trente, elle reproduit la Chine dans « ses frontières » telles qu'elles apparaissaient au début du XIX<sup>e</sup> siècle avant la signature des traités inégaux. L'« humiliation nationale » qu'elle a alors subie l'aurait amenée à renoncer à ces colonies et réduite à ses frontières actuelles. Toutefois, elle conserve toujours le Tibet, le Xinjiang et la Mongolie intérieure, dont l'armée assure diversement le contrôle et qui sont l'objet d'une sinisation forcée.

### Non, mais pour la Chine, plutôt une *pax sinica*

Malgré tout, le discours chinois enseigne aujourd'hui que la Chine ne saurait être accusée de colonialisme, car en reprenant la vieille antienne léniniste, seuls les pays capitalistes peuvent se rendre coupables d'un tel méfait. Après les événements sanglants de la place Tian'anmen en juin 1989, les sanctions occidentales ont été l'occasion pour la Chine de lancer le mot d'ordre « ne pas oublier l'humiliation nationale » qui, de fait, inspire grandement la stratégie d'internationalisation de la Chine et son entrisme dans les pays en développement dont les pays africains. C'est ainsi que le secrétaire général du parti communiste chinois, Xi Jinping, prône une *pax sinica* étendant l'univers « sous le ciel » – celui que contrôlait traditionnellement la Chine – à l'ensemble de la planète, à qui « la Chine apporte sa sagesse et sa solution pour que se constitue une communauté de destin pour l'espèce humaine ». Digne du discours prononcé par Jules Ferry le 28 juillet 1885 sur « Les fondements de la politique coloniale ».

**Les nouvelles formes de sujétion passent par l'entreprise** - À dire vrai, en Afrique, l'ingénieur chinois a remplacé le missionnaire occidental, mais tous deux œuvrent à l'adoption de normes qui remodelent l'espace au profit des acteurs économiques qu'ils représentent. Depuis les indépendances sont apparues en Afrique de nouvelles formes de sujétion économique qui s'exercent non plus à travers les États, mais à travers les entreprises comme les compagnies pétrolières – Total ou Sinopec. Cette dernière, qui est chinoise, est une « entreprise publique centrale » sous la tutelle directe du gouvernement chinois, tandis que la française est désormais un groupe privé dans lequel l'État français ne dispose plus d'aucune participation contrairement – ironie de la chose – à l'État chinois qui en est actionnaire à travers un fonds souverain chargé de gérer les réserves de change de la Chine.

**Du nouveau sens du néocolonialisme** - Si par néocolonialisme nous entendons l'ingérence économique de grandes firmes étrangères – chinoises ou non – qui exploitent et exportent les matières premières africaines, ainsi que l'octroi d'aides et de crédits assujettis à l'achat de biens et services produits par le pays « bienfaiteur », alors oui les présences étrangères dont les chinoises sont, pour reprendre une expression de Tibor Mende, le « chausse-pied » par lequel certains pays africains pourraient entrer dans un état de dépendance à l'égard d'une nouvelle puissance étrangère, en l'occurrence la Chine.

\* Directeur de recherche émérite au CNRS - École des hautes études en sciences sociales et au Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (UMR 8173).

REVUE DE PRESSE REGIONALE éditée par le Bureau du CARREFOUR des ENTREPRENEURS de l'OCEAN INDIEN

